



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

23/09/2024

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 193 du 23 septembre 2024**

MOBILISATION GÉNÉRALE : LE 1^{er} OCTOBRE GRÈVES ET MANIFESTATIONS DANS TOUT LE PAYS !

L'heure est à l'organisation d'Assemblées générales de travailleurs.

Perdre ou se battre, voici les deux seules options qui sont face à nous. Depuis des mois, voire des années, les gouvernements et le capital organisent la misère au profit de l'enrichissement des patrons. Nous le voyons tous : recul drastique de nos droits, inflation historique et les salaires qui ne suivent pas, fermetures d'usines, atteintes à nos libertés qui s'accompagnent d'une répression syndicale, etc. ; cette situation continuera de s'aggraver si la classe ouvrière ne réagit pas !

Face aux affameurs, aux fossoyeurs d'emplois et aux bourreaux, pour la contre-offensive ouvrière : en avant !

La seule réponse à la misère qui se développe dans les foyers ouvriers ne peut être que la mobilisation générale de notre classe. D'abord, par une grève de 24h le 1er octobre, qui doit pouvoir ensuite se transformer en un mouvement massif de toutes et tous pour imposer nos volontés. Sans action de notre part, nous laissons la voie libre à nos exploiters d'aggraver nos conditions de vie pour gonfler leurs profits. L'heure est à l'organisation d'Assemblées générales de travailleurs pour faire du 1er octobre une journée historique de mobilisation !

Si tout le monde est convaincu que nos vies se dégradent, reste à se convaincre de la nécessité de l'action. Les récentes élections démontrent une chose : la grève généralisée sera plus efficace que des millions de bulletins de vote !

Le 1er octobre ne suffira pas : organisons dès maintenant la suite par une grève reconductible !

Nous devons tous comprendre que les Journées d'Appel de 24h ne sont pas suffisantes pour faire plier le gouvernement et le patronat. Le 1er octobre doit donc servir de tremplin pour réunir les forces, se donner confiance et organiser une mobilisation qui s'ancrera dans la durée avec l'arrêt de toutes les productions et des transports !

la FNIC CGT appelle tous les salariés à être en grève et en manifestation le 1er octobre afin de construire dès maintenant une mobilisation forte dans la durée !!

Mobilisation générale le 1er octobre grève et manifestations dans tout le pays !

Nos revendications sont simples mais intransigeantes !

L'heure est à l'organisation d'Assemblées générales de travailleurs pour faire du 1er octobre une journée historique de mobilisation !

- Salaire minimum de 2 400 € brut
- Retraite à 60 ans pour tous ...et à 55 ans pour les travaux pénibles
- Arrêt des fermetures de sites.

REIMS (MARNE) : GRÈVE SUR LE SITE D'ARCELORMITTAL, "L'ORGANISATION DU TRAVAIL EST DÉPLORABLE" !

Ils répondaient à un appel international à la mobilisation. Des salariés d'ArcelorMittal à Reims ont débrayé, pour dénoncer plusieurs dysfonctionnements au sein de leurs ateliers.

Un mouvement de grève inédit, au sein de la multinationale ArcelorMittal. **L'ensemble des salariés du deuxième plus gros sidérurgiste mondial étaient appelés à faire grève pour alerter sur les conditions de travail.**

La charge de travail est trop importante !

Les grévistes rémois alertent notamment sur le manque de sécurité sur certains sites ainsi que sur le manque de moyens et d'effectifs. Franck travaille chez ArcelorMittal depuis trente ans, il dénonce une "organisation du travail complètement déplorable". "Par rapport au nombre de personnes présentes et ce qu'on nous demande de faire, c'est aberrant. On n'est pas assez et la charge de travail est trop importante", raconte-t-il, ajoutant que des **suppressions de poste seraient prévues sur le site rémois**. Lui-même a dû changer de poste : "je travaillais à la qualité et je me suis retrouvé ouvrier pour déballer les bobines, parce qu'on a supprimé mon poste".

Le capital tue, plus de 300 morts en dix ans : les sidérurgistes d'ArcelorMittal se mobilisent pour arrêter l'hécatombe !

Au moins **314 décès de 2012 à 2023**, dans des mines et des aciéries au Kazakhstan, en Afrique du Sud, au Brésil, en Espagne, en France, au Maroc, en Ukraine, en Pologne, aux États-Unis...

Voilà l'effrayant bilan dressé par le réseau syndical mondial IndustriAll au sein du groupe ArcelorMittal. Les mineurs du **Kazakhstan ont payé un tribut particulièrement lourd, avec 51 morts rien qu'en 2023**.

« **Arrêtons l'hécatombe** » : c'est sous ce mot d'ordre qu'IndustriAll appelait à la mobilisation, vendredi 13 septembre, dans les sites du géant de l'acier à travers le monde. En France, les métallos CGT ont répondu à l'appel, en organisant des rassemblements à Dunkerque, Reims, Florange et Fos-sur-Mer.

LES VERSEMENTS DE DIVIDENDES BATTENT DES RECORDS : LES HYPER RICHES ACCUMULENT ENCORE ET TOUJOURS !

Les hyper riches sont encore plus riches: Les dividendes battent un record mondial. Les actionnaires ne cessent d'accumuler une part toujours plus grande des richesses produites par le travail de tous, avec aussi des transferts des budgets publics vers les entreprises notamment les plus grandes ! Selon les données collectées par la société financière anglo-américaine Janus Henderson, **les versements de dividendes ont atteint à l'échelle mondiale 606,1 milliards de dollars au second trimestre 2024, en hausse de 5,8 % sur un an et de 8,2 % hors effets de change**.

Au total, 92 % des entreprises ont augmenté ou maintenu au cours de cette période le niveau de leurs dividendes, tandis qu'un tiers des secteurs ont même enregistré une croissance à deux chiffres. Aux États-Unis, le montant total des dividendes s'est élevé à 161,5 milliards de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 8,6 % sur un an, **dont 3,6 % dus au seul versement par les deux géants de la « tech » Meta et Alphabet de leur premier dividende**.

Les entreprises européennes ont pour leur part distribué à leurs actionnaires un montant **record de dividendes de 204,6 milliards de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 7,7 % sur un an. Plus de la moitié de cette progression est venue du secteur bancaire qui a tiré profit de la hausse des taux d'intérêt**.

LA PAUVRETÉ S'AGGRAVE EN FRANCE : SELON LE BAROMÈTRE ANNUEL DU SECOURS POPULAIRE !

De plus en plus de Français rencontrent des difficultés d'argent, pour se loger, se soigner, payer leurs dépenses d'énergie, pratiquer un sport ou encore partir en vacances.

La précarité augmente en France en 2024, alerte le Secours populaire dans son baromètre annuel sur la pauvreté et la précarité, publié mi-septembre. Selon cette étude, un Français se considère pauvre avec moins de 1.396 euros par mois (+19 euros par rapport à 2023), soit presque autant que le smic, à 2 euros près (1.398 euros net par mois).

Ce seuil subjectif de pauvreté varie en fonction du lieu et de la composition de la famille. En Île-de-France, les habitants se considèrent pauvres s'ils gagnent moins de 1.431 euros mensuels. Les Français qui vivent avec au moins un enfant de 18 mois estiment, pour leur part, qu'il faut gagner plus de 1.447 euros par mois pour vivre décemment. Des montants loin du seuil de pauvreté officiel fixé à 1.158 euros par mois, selon l'Insee.

Dans ce baromètre du Secours populaire, 62% des Français se sont déjà dit qu'ils étaient sur le point de connaître une situation de pauvreté, soit 4 points de plus que l'an dernier. Et près de huit Français sur dix (79%) se disent pessimistes sur le risque que leurs enfants connaissent un jour une situation de précarité.

La part des Français rencontrant des difficultés pour partir en vacances et payer leurs dépenses d'énergie atteint de nouveaux records cette année et concerne presque une personne sur deux (57% chez les ruraux). Et les difficultés s'aggravent pour payer son logement, payer sa mutuelle, pratiquer un sport ou des loisirs. Par ailleurs, 45% des sondés disent avoir du mal à faire face aux dépenses liées aux enfants (fournitures, vêtements, cantine...). Payer certains frais médicaux est problématique pour 43% des répondants, tout comme payer les frais de transports (39%). Et près d'un Français sur trois a du mal à payer ses abonnements internet et téléphonie (40% en zone rurale).

Conséquence, les Français continuent de se priver !

43% des Français disent ne presque pas chauffer leur logement quand il fait froid, "parfois ou régulièrement". 30% des Français rencontrent des difficultés à se procurer une alimentation saine permettant de faire trois repas par jour, et près d'un parent sur trois se prive de manger pour pouvoir nourrir ses enfants.

Autre problématique pointée du doigt dans ce baromètre : l'accessibilité à certains services essentiels. En matière de santé, un Français sur trois a des difficultés pour accéder à un service de santé, mais c'est encore plus difficile en zone rurale pour deux habitants sur cinq.

Toutefois, la solidarité reste au rendez-vous. 66% des Français souhaitent s'impliquer pour aider les personnes en situation de pauvreté. Au Secours populaire, 90.000 bénévoles se mobilisent tous les jours.

WITTENHEIM (ALSACE) : LA LUTTE CONTINUE CONTRE LES BAISSSES DE SALAIRES ET LA FERMETURE DU SITE DES PAPILLONS BLANCS !

Depuis une semaine, les ouvriers du site de Wittenheim de l'entreprise adaptée alsacienne les Papillons Blancs, une association qui œuvre à l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés, luttent contre le plan austéritaire brutal, proposé par la direction (« Nouvel Horizon 2024 »), destiné à économiser un million d'euros. Parmi les dispositions du plan, les travailleurs seront privés de nombreux acquis sociaux. Si l'ensemble de l'entreprise est concerné, le site de Wittenheim, qui produit des assemblages mécaniques pour le géant de l'automobile Stellantis, sera le plus durement touché.

En plus de l'augmentation du coût de la complémentaire santé, que l'entreprise prenait auparavant à sa charge, de la suppression du pont de l'ascension, de la non-comptabilisation des temps de pause comme temps de travail et de la suppression de plusieurs primes, la suppression du site est au cœur de toutes les inquiétudes : si l'entreprise s'est engagée à muter ses employés sur d'autres sites, en faisant assumer aux employés des frais de transports imprévus et potentiellement élevés, les modalités du reclassement sont très opaques. Seulement garanti pendant un an, les travailleurs risquent de perdre leur emploi au terme de cette période.

Alors que l'ensemble des syndicats du site, de la CFDT à la CFE-CGC en passant FO, à l'exception de la seule CGT, a signé les accords de négociations rédigés par la direction, les employés ont initié des débrayages de quelques heures plusieurs fois par semaine pour réclamer la réouverture du site et la suspension de toutes les mesures austéritaires du plan, cyniquement intitulé « *nouvel horizon* », comme l'explique Laurent Cusey, délégué syndical CGT.

Pour l'ensemble des travailleurs du site, la suppression des primes et l'augmentation du coût de la mutuelle représente un manque à gagner de 170 euros sur les salaires, une perte désastreuse pour des salariés qui, même après des décennies d'ancienneté, sont pour la plupart rémunérés au SMIC, comme le souligne Bernard, ouvrier depuis 34 ans sur le site : « *Ça fait 34 ans que je suis là. Sans la prime qu'on va nous enlever, j'arrive à pratiquement 1.200 euros, cela va devenir impossible de vivre. Avec la fermeture du site, ceux qui sont encore ici vont être reclassés mais rien ne dit que cela va durer longtemps. La direction n'en a rien à foutre de nous, elle vit dans un autre monde. Ils ont leur salaire, ils sont bien confortables alors que nous on est sous crédit, ayant du mal à survivre, devant travailler encore des années avant la retraite* ».

Face à ces attaques brutales, qui condamnent les travailleurs aux salaires déjà faibles à une précarité aggravée, et en dépit de la faible résistance que les syndicats ont opposé lors des négociations, les travailleurs de Wittenheim, soutenus par la CGT, poursuivent une lutte exemplaire, au cœur du secteur automobile, pour de meilleures conditions de travail et l'augmentation des salaires. Alors que les travailleurs sont en train de mettre en place une caisse de grève, pour durcir leur mobilisation, il faudra être prêt à les soutenir dans leur combat.

VELAN (RHÔNE) : DISCRIMINATION SYNDICALE, LA DIRECTION CONDAMNÉE !

Après plus de 7 années de procédure, la chambre sociale de la cour d'appel de Lyon a condamné la Société Velan SAS pour discrimination syndicale envers l'ancien délégué syndical CGT aujourd'hui à la retraite.

Il faut noter que cette société a déjà été condamnée aux Prud'hommes et en Cours d'Appel pour discrimination syndicale à l'encontre de 3 élus CGT.

RASSEMBLEMENT EN SOUTIEN AUX COLLÈGUES DU MÉNAGE DE L'UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE LICENCIÉ-E-S PAR OMS !

Un conflit est en cours à Dauphine suite au licenciement brutal et totalement disproportionné de 10 agent-es de ménage (dont certain-es travaillent sur ce site depuis plus de 30 ans) par la société prestataire OMS synergie. L'Université, qui ne cesse pourtant de dire qu'elle ne peut interférer entre OMS et ses salarié-es, a rapidement compliqué la mobilisation, en interdisant l'accès aux agent-es licencié-es et en embauchant des agents de sécurité supplémentaires (de la sympathique société Spartiate). La direction de l'université Paris Dauphine a par ailleurs joué un rôle majeur dans le licenciement, en fournissant à OMS des images de vidéosurveillance visant à établir la supposée fraude à la pointeuse. Vendredi 13 septembre, les agent-es licencié-es et grévistes souhaitaient maintenir

leur mobilisation. Ils et elles se sont heurté-es à un dispositif de sécurité musclé et tout à fait disproportionné à l'entrée de la fac, et les services internes ont préféré fermer l'université, plutôt que de laisser une mobilisation y prendre place.

Nos collègues du ménage sont trop souvent méprisé-es. L'appel à des entreprises sous traitantes par l'université est un fléau qui engendre de la maltraitance et de mauvaises conditions de travail. Face à cela, les salarié-es à Dauphine doivent trop régulièrement se battre contre les abus, pour simplement conserver leur travail et leurs acquis.

Une manifestation de soutien s'est déroulée lundi 16 septembre, avec un rassemblement à partir de 8h, afin d'exiger la réintégration immédiate des collègues, ainsi que le paiement des jours de grève.

Victoire des collègues du ménage après 6 jours de grève !

Mardi 17 septembre, **un accord de fin de mouvement social a enfin été signé** entre la direction d'OMS Synergie (entreprise sous-traitante du nettoyage à l'université) et les collègues en grève pour contester, nous le rappelons, dix licenciements brutaux et totalement abusifs.

La semaine de mobilisation de nos collègues a été dure et intense. **Contrairement à ce que laisse penser le message de la présidence, la victoire est l'œuvre des grévistes et de leur syndicat.** Rappelons que la direction de l'université a fourni les images de vidéosurveillance à OMS pour alimenter le dossier de licenciement. C'est aussi notre direction qui a fait renforcer la sécurité pour essayer (sans succès) d'empêcher nos collègues injustement licencié-es de construire leur mobilisation au sein même de leur lieu de travail.

A la CGT Dauphine, c'était une évidence de soutenir et défendre nos collègues du ménage, dès le début de leur mobilisation et jusqu'à la fin de la négociation, exactement comme nous l'aurions fait pour n'importe quel-les collègues employé-es par Dauphine. **Cette mobilisation le démontre : la lutte collective paie et importe plus que jamais.**

Les 10 salarié-es sont donc réintégré-es sur le site de Dauphine !

Elles et ils ont porté une très belle mobilisation ! Leurs revendications n'ont malheureusement pas toutes été satisfaites : une collègue est tout de même mise à pied deux jours. Alors que leur rémunération est bien trop faible et que ces collègues sont obligé-es, pour la plupart, de cumuler plusieurs emplois pour s'assurer un revenu plus que modeste, les réponses à leurs revendications salariales sont restées extrêmement vagues et ne garantissent rien. Une porte s'est cependant ouverte, et dépend, elle, de notre université : **un treizième mois est envisageable, mais « sous réserve d'une prise en charges des coûts afférents par le client »**. Nous porterons cette question dans les instances, tout comme celle de l'utilisation des images de vidéo surveillance pour contrôler les agent-es (qu'ils ou elles soient employé-es par Dauphine ou par un sous-traitant), ou encore celle de l'accès à l'Université (des journalistes souhaitant couvrir la mobilisation ont par exemple été bloqués à l'entrée).

Les salarié-e-s d'OMS sont nos collègues et certain-es sont présent-es à l'université depuis des dizaines d'années. Il est insupportable de les voir maltraité-es bien trop régulièrement. Nous sommes coutumier-es des changements de prestataires essayant de faire des économies et détériorant les conditions de travail des travailleuses du nettoyage. Les licenciements de cette rentrée ont été l'épisode le plus brutal jusqu'ici, et la lutte héroïque de cette semaine a été l'une des plus dures ! Il faut que cela cesse. **C'est pourquoi nous profitons de cette belle victoire pour réaffirmer l'urgence et l'importance de réinternaliser le service de nettoyage, mais aussi les personnels de la sécurité dans l'établissement.** Il faut défendre les corps de métiers bien trop invisibilisés, méprisés et exploités à l'université, et permettre à ces collègues d'avoir un statut plus protecteur et mieux considéré.

DUMAREY (BAS-RHIN) : EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE EN LUTTE !

Le 9 septembre, en réunion extraordinaire du CSE, la direction en présence du conciliateur judiciaire et du PDG de l'usine DUMAREY a annoncé que la procédure de sauvegarde de l'entreprise prévue lundi 16 septembre au Tribunal de Commerce était annulée.

Dumarey et ZF ont trouvé une solution à l'amiable, ils ont signé un **protocole d'accord confidentiel le 9 septembre.**

Les syndicats et le CSE n'ont pas accès à l'accord dans sa globalité.

La seule avancée que la direction a annoncée est un **fond de garantie de 60 millions d'euros dédié aux mesures sociales** (restructuration, licenciement, formation, reclassement...). Par contre, les salariés n'ont eu aucune garantie sur l'avenir de l'usine.

En conséquence, l'intersyndicale CGT – CFDT, soutenue par l'USTM-CGT 67, appelle les salariés à manifester à STRASBOURG le samedi 28 septembre à 14H place de la bourse.

NANTES (LOIRE-ATLANTIQUE) : « IL MANQUE PRÈS DE 1 400 POSTES AU CHU » !

Sur un effectif de 13.000 personnes, Olivier Terrien, secrétaire général de la CGT au CHU, estime qu'il manque 1.400 postes, en majorité chez les aides-soignantes et les infirmières. Près de 200 personnes ont manifesté samedi 14 septembre à Nantes.

Notre combat concerne aussi les usagers de l'hôpital. *"La population devrait nous rejoindre pour faire pression sur la politique de la santé"*, estime Olivier Terrien.

En pédopsychiatrie, il y a une non-assistance en personne en danger !

Il faut se rendre compte de l'épuisement professionnel des employé-es en raison des rythmes et de l'intensité du travail qui ne cessent d'augmenter les risques psycho-sociaux. Olivier Terrien dénonce la dureté du travail dans des secteurs comme celui des aides-soignantes et infirmières, dans les services administratifs (secrétaires médicales, adjoints), les ouvriers (blanchisserie, cuisine, ateliers), chez les agents de service hospitalier (ASH) et les agents de bionettoyage. *"Certains sont atteints de troubles musculo – squelettiques (TMS) et priés de déguerpir quand ils ne font plus l'affaire"*. La disparition progressive des lits et le cas désespérant des urgences s'ajoutent aux revendications. Ce samedi devant le CHU de Nantes, deux cents personnes se sont rassemblées et ont défilé jusqu'à la préfecture. Une délégation a été reçue par la sous-préfète et un membre de l'Agence régionale de santé (ARS).

Très remontée, Béatrice, infirmière dans le secteur psychiatrique, indique que *« la pédopsychiatrie est en grand danger. Il n'y a que quatorze lits d'hospitalisation, les délais d'attente sont très longs »*. **Des ados en crise suicidaire sont parfois renvoyés chez eux faute d'effectifs**. Il s'agit d'une non-assistance à personne en danger. Parallèlement, nous recevons des jeunes du Mans ou d'Angers ou de Cholet qui sont, de fait coupés de leur famille, de leur environnement proche, *"c'est une aberration"*. Elle rappelle *« la pénurie de médecins généralistes et de spécialistes. Une ancienne collègue a demandé un rendez-vous rhumatologie, on lui a proposé une date en février 2026 ! »*

François, 73 ans, solidaire du personnel hospitalier, raconte avoir passé 12 heures aux urgences pour un problème cardiaque. *"Le personnel court tout le temps. Même si au final, j'ai été bien soigné, je suis sorti plus fatigué qu'en rentrant au CHU"*.

FOS-SUR-MER (BOUCHES DU RHÔNE) : LE PORT BLOQUÉ PAR LES DOCKERS POUR UNE GRÈVE DE 24 HEURES !

Baisse de l'activité, mise en liquidation de plusieurs sites : les dockers ne veulent pas être la **"variable d'ajustement"** du plan de décarbonation des bassins Ouest du port de Marseille-Fos. **Un préavis de grève a été lancé, à l'appel de la CGT, le lundi 16 septembre à 20h.**

Les dockers et manutentionnaires du port de Fos se mobilisent pour une grève de 24h, entamée lundi 16 septembre à 20h, avant une manifestation prévue dès 9h le lendemain devant la préfecture de Marseille. Objet de leur mobilisation : une centaine d'emplois sont actuellement menacés par la procédure de sauvegarde de l'un des employeurs de la Darse 1 : la société Carfos Sea Invest, qui sera mise en liquidation le 13 décembre prochain.

Contre la "casse sociale" avec la décarbonation !

Avec cette nouvelle fermeture, les grévistes refusent d'être **"la variable d'ajustement"** du plan de décarbonation des bassins ouest, selon les propos de Christophe Claret. Le secrétaire général de la CGT des ouvriers dockers et personnels portuaires dénonce **"la fermeture successive de plusieurs sources de trafic"**, comme la fermeture de la centrale à charbon de Gardanne, l'arrêt de l'import de Bauxite pour la société Altéo ou la mise à l'arrêt totale de Biomasse (import de bois) sur le port de Fos. Tandis qu'à Arcelor Mittal, les ouvriers ont perdu **"la moitié de leurs journées de travail"**.

Christophe Claret assure **"ne pas être opposé à la décarbonation"** mais il déplore que **"l'Etat ne fasse rien pour favoriser les activités alternatives aux usines polluantes. Il faudrait aussi mettre en place des formations aux nouveaux métiers liés à la transition énergétique"**.

Autant de sujets d'inquiétudes supplémentaires, d'autant que les "relais de croissance" promis ne sont toujours pas là, déplore encore Christophe Claret, qui compte aussi, avec cette journée de grève, remettre sur la table la question des retraites. **"Et si personne ne nous reçoit, nous réitérerons l'exercice"**, prévient-il.

BUFFALO GRILL DE MONTAUBAN (TARN ET GARONNE) : LES SALARIÉ-ES EN LUTTE DEPUIS LE 22 JUILLET 2024 !

Les salarié-es remercient chaleureusement les camarades présents lors des divers rassemblements organisés durant l'été, dont celui de vendredi où la direction de l'enseigne nationale est venue pour négocier la pérennité de leur emploi.

Cette réunion a permis aux salariés d'exprimer directement à une direction, peu habituée aux contacts avec les employés, leurs craintes, leurs déceptions, leurs revendications et, d'être d'accord que la liquidation de la société

BGF Montauban, dont le propriétaire est Mr. Saoudi, est la solution idéale pour les salarié-es mais, dont le dossier de demande doit être déposé par la seule personne qui est absente des discussions depuis le mois de juillet.

Après une rapide présentation, les représentants de la direction ont exprimé, au nom du groupe et des actionnaires, leur volonté de conserver le restaurant de Montauban ainsi que l'ensemble des salarié-es volontaires. Au bout d'1h d'échanges, la réunion s'est clôturée avec des engagements fermes qui seront formalisés par échange d'un mail rédigé par la DRH du groupe :

- Reprise de tous les salarié-es qui le souhaitent sous contrat avec l'enseigne nationale à l'issue de la procédure de liquidation de la société franchise,
- Reprise de tous les éléments de salaire (ancienneté, prime de fonction...) dont bénéficiaient les salarié-es sous franchise,
- Reprise des aménagements horaires formalisés pour chaque employé,
- Prise en compte des expressions des salarié-es dans le restaurant pour gérer les difficultés managériales,
- Réunion d'étape en visio le vendredi 20 septembre entre les salarié-es, la direction et la CGT.

Les salarié-es sont toujours aussi solidaires et motivés à se défendre grâce à l'accompagnement de la CGT (Fédération, UD et syndicat Buffalo). Ce rapport de force a permis à la DRH du groupe et au responsable des franchises de la chaîne, membre du collectif de direction, d'être contraint de reconnaître leur responsabilité dans cette situation ubuesque. La direction de Buffalo se devait donc de porter des réponses fortes et concrètes.

Tous ces engagements seront possibles à partir du moment où Mr. Saoudi, propriétaire de la franchise, déposera un dossier de redressement/liquidation au tribunal de commerce qui permettra aux salarié-es d'avoir leur salaire et indemnités assurés par les AGS jusqu'à la fin de la procédure.

Les recours juridiques individuels et collectifs vont être étudiés et démarrer cette semaine avec les salarié-es qui ont été soulagés par cette réunion de négociation mais qui restent vigilants.

Sans la lutte menée par les salariés et sans le soutien de l'ensemble des camarades de la CGT, l'issue de ce conflit aurait été tout autre à l'image des salarié-es du restaurant Buffalo grill de Brive qui ont le même employeur défaillant et qui vont se retrouver sans emploi à la fin du mois.

OUTRE-MER : LA MARTINIQUE, LA GUADELOUPE MOBILISÉES CONTRE LA VIE CHÈRE !

Depuis le 1er septembre, la Martinique, la Guadeloupe sont secouées par un mouvement de protestation contre la vie chère, initié par la CGT Martinique et l'association du Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéennes (RPPRAC). Près de 700 personnes se sont rassemblées pour réclamer un alignement des prix sur ceux de l'Hexagone, alors que **les prix alimentaires y sont 40 % plus élevés**. Des blocages de supermarchés ont eu lieu, mais aussi depuis, des émeutes nocturnes à Fort-de-France. En Martinique, **26,7 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté**.

Les commerçants du centre-ville de Fort-de-France ont décidé de baisser le rideau en soutien au mouvement du RPPRAC (Rassemblement pour la Protection des Peuples et des Ressources Afro-Caribéens) contre la vie chère.

Les artisans taxi de Martinique ont lancé une opération escargot sur l'autoroute en soutien *"au mouvement populaire contre la vie chère"*.

Couvre-feu !

Depuis le mercredi 18 septembre, un couvre-feu est instauré de 21 h à 5 h du matin sur certains axes routiers et zones d'activité de Fort-de-France et du Lamentin. Toutefois, *"cette interdiction ne s'applique pas aux personnes intervenant pour des missions de service public, d'assistance à des personnes nécessitant des soins, d'approvisionnement des commerces ou pour des déplacements liés à une activité professionnelle justifiée"*.

RÉPRESSION SYNDICALE À AIRBUS : L'INSPECTION DU TRAVAIL CONFIRME DES DISCRIMINATIONS CONTRE LA CGT !

Le CSE d'Airbus est une « entreprise dans l'entreprise » avec plus de 350 salariés qui travaillent pour la grande majorité à la restauration des sites toulousains du géant aéronautique. C'est au sein de cette entité que l'inspection du travail a réalisé une enquête cherchant à identifier de potentielles discriminations de salariés par rapport à l'attribution des augmentations individuelles (AI).

« L'inspection du travail a été saisie par la CGT en 2023 parce que des pratiques discriminantes liées à l'état de santé des salariés avait été constatée. Plusieurs travailleurs qui ont été en arrêts-maladies ont dit qu'ils ne bénéficiaient pas comme les autres des augmentations individuelles. Ça faisait longtemps qu'on se doutait que quelque chose n'allait pas. En plus de cela, l'inspection du travail a constaté de la discrimination syndicale notamment envers la CGT » explique un militant de la CGT Airbus.

L'inspection du travail a analysé les critères d'attributions des augmentations individuelles pour l'année 2023 en croisant les données des salariés selon leurs arrêts-maladies et les augmentations individuelles perçues.

Dans ses conclusions, l'inspection du travail pointe tout d'abord des pratiques discriminantes liées à l'état de santé des salariés. Elle constate « *une propension plus importante à ne pas accorder d'AI aux salariés cumulant le plus d'absences maladie* » avec 58 % des salariés qui cumulent plus de 100 jours d'arrêts-maladies et qui n'ont pas bénéficié d'augmentations individuelles, alors que c'est le cas pour seulement 16% des personnes qui cumulent moins de 100 jours d'arrêts-maladies.

De plus, l'enquête met en évidence « *des différences flagrantes qui apparaissent selon l'appartenance syndicale des salariés* ». Effectivement, pour les travailleurs qui se sont portés candidats aux élections professionnelles avec l'étiquette CGT, « *le nombre de bénéficiaires d'AI est donc en très fort décrochage comparativement à la population générale* ». L'enquête révèle aussi que le montant des augmentations individuelles pour les salariés affiliés CGT est inférieur de 13,9% par rapport à l'ensemble des salariés et de 26,7 % par rapport à ceux affiliés à FO. L'inspection du travail pointe une différence flagrante de traitement entre les travailleurs affiliés au syndicat majoritaire FO et à ceux affiliés à la CGT.

« *On sent qu'en tant que CGT, on n'est pas écouté et mal vu. Il y a un traitement à deux vitesses quand on compare avec le syndicat majoritaire FO. Tout simplement parce qu'à la CGT on soulève les vrais problèmes et qu'on défend les salariés* » regrette le militant de la CGT Airbus. En effet, ces pratiques de discrimination syndicale envers la CGT ne sont pas nouvelles chez Airbus. Encore récemment, le 22 décembre 2023, le géant aéronautique était condamné par la cour d'appel de Toulouse pour discrimination syndicale.

Un phénomène de discrimination syndicale qui n'est pas sans lien avec un contexte où les attaques de la direction contre les salariés se multiplient à l'image de l'annonce récente du plan d'austérité nommé « *Lead* ». « *Comme les conditions de travail se dégradent sur l'ensemble des postes d'Airbus avec le projet Reload, le mécontentement monte et les gens voient d'un meilleur œil la CGT pour s'organiser. Si le syndicat majoritaire reste FO, la CGT progresse malgré tout à l'image des 24% réalisés par la CGT aux élections du CSE d'Airbus alors qu'avant elle n'existait pas. Tout ça ne plaît pas à la direction* » résume le syndicaliste. Face à une telle situation, la direction pourrait être d'autant plus offensive contre un syndicalisme combatif qui gagne du terrain.

Il y a de nombreux salariés qui auraient « *pris trop d'arrêts-maladies* » pour la direction et qui sont mis de côté quand il s'agit des AI ».

MONDE

GRECE : GRAND RASSEMBLEMENT À THESSALONIQUE !

Le samedi 7 septembre, des milliers de travailleurs issus de dizaines de secteurs et de lieux de travail, des travailleurs indépendants, des agriculteurs, des jeunes, des étudiants, des femmes et des victimes des inondations de Thessalie ont manifesté en masse à Thessalonique lors du rassemblement organisé par les syndicats, en réponse au show gouvernemental à la Foire internationale de Thessalonique.

Ils ont manifesté contre la politique qui détruit la vie des familles ouvrières et populaires, contre l'implication de notre pays dans des guerres, pour renforcer la résistance aux lois anti-ouvrières, pour des conventions collectives avec des augmentations de salaires, pour la sauvegarde des droits des travailleurs, pour un temps de travail stable, de 7 heures par jour, 5 jours par semaine, pour une santé et une éducation publiques réellement gratuites et modernes, pour arrêter les ventes aux enchères inacceptables des maisons du peuple, pour mettre un frein aux augmentations des prix de l'énergie et de l'eau.

Lors du rassemblement des syndicats, **le Secrétaire Général du CC du KKE, Dimitris Koutsoumbas**, a noté ce qui suit:

"Le KKE est présent dans les grandes mobilisations des travailleurs contre la politique du gouvernement de la Nouvelle Démocratie, de l'UE, des grands groupes capitalistes, ainsi que de l'État bourgeois, qui ne cessent d'accroître les souffrances du peuple grec. Nous luttons, nous donnons toutes nos forces pour rendre ces luttes plus dynamiques, pour leur donner une véritable orientation anticapitaliste pour la nouvelle société dont le peuple et la Grèce ont besoin, pour le nouveau pouvoir, le pouvoir ouvrier.

En ce sens, nous combattons toutes les illusions et les mensonges racontés par les partis du système, de la social-démocratie, de l'extrême droite populiste, ainsi que de l'opportunisme, qui ne cessent de créer de nouveaux problèmes. Tous ces partis font de fausses promesses, alors qu'ils ont la même ligne stratégique que le gouvernement de la ND; ils servent ses objectifs, soit en tant que gouvernement, comme par le passé, soit en tant qu'opposition, comme aujourd'hui.

Actuellement, le KKE est la seule véritable opposition populaire. Nous continuons sur cette voie. Le KKE est là, déterminé, militant, compétent, uni, fort".

BELGIQUE (AUDI BRUXELLES) : LA MOBILISATION MONTE D'UN CRAN FACE À L'ANNONCE DE

3.000 LICENCIEMENTS !

Le direction de Audi Bruxelles annonçait le 9 juillet dernier sa volonté d'interrompre précipitamment la production du SUV électrique Q8, dernier modèle encore assemblé sur le site de la commune de Forest à Bruxelles. La fermeture de l'usine pourrait mettre en péril l'emploi de 3.000 travailleur-ses. Face à ce futur licenciement de masse et le silence de la classe politique, les ouvrier-es intensifient la pression sur la direction depuis le mercredi 4 septembre.

Lors de la reprise du travail début septembre et l'annonce qu'aucun modèle de véhicule ne serait attribué à Audi Brussels par le groupe Volkswagen, les ouvrier-es se sont mis-es en grève. La direction refusant de clarifier son plan de fermeture, les syndicats avaient confisqué, jeudi, **les clés de 300 voitures prêtes à l'exportation**, et ce tant qu'ils n'obtiendraient pas d'éclaircissements sur leur avenir.

La direction bruxelloise défend un manque de rentabilité et une « situation économique extrêmement tendue » pour défendre son plan de fermeture. Pourtant, rappelons-le, ce sont **6,3 milliards de profits en 2023 pour le groupe Audi**. En parallèle, le groupe Audi Brussels aurait reçu **157,7 millions d'euros d'argent public depuis 2018 déclare la FGTB**. On a « cru longtemps qu'accueillir une entreprise créait de l'emploi comme par miracle. Donc on a déversé beaucoup de subventions. Par exemple, chez Audi à Forest, **les coûts des salaires représentent 13 % des coûts de production d'Audi**. Donc dire que les salaires sont trop chers, que la main-d'œuvre coûte trop cher, c'est n'importe quoi aujourd'hui. »

Depuis, la direction a imposé la fermeture de l'usine et suspendu les salaires des travailleur-ses. Refusant jusqu'ici de discuter avec les représentants syndicaux, la direction a finalement accepté de se rendre à une réunion de concertation le mercredi après-midi. Toutefois, après trois heures d'échanges, la réunion aurait dégénéré, les conditions de la direction paraissant complètement folles et ne répondant toujours pas aux intérêts des travailleur-ses. La tension monte du côté des ouvrier-es face à l'incertitude de leur avenir dans l'usine, et ce malgré les suspensions de salaire et les menaces de poursuites judiciaires faites par la direction de l'usine.

Encore une fois, les enjeux de rentabilité du capital priment sur les intérêts des travailleur-ses. La fermeture de l'usine Audi Bruxelles s'inscrit dans la continuité des politiques impérialistes et la délocalisation des secteurs industriels vers des pays jugés « *plus rentables* ».

Parce que l'usine Audi Bruxelles représente l'un des derniers grands bastions syndicaux et une part importante du secteur automobile bruxellois, les travailleur-ses ont déclaré vouloir élargir la mobilisation au-delà des murs de l'usine et appellent à l'intensification de la pression sur la direction.

Le lundi 16 septembre, plus de 10 000 personnes ont participé à cette grande manifestation nationale qui est partie à 10h30 de la Gare du Nord à Bruxelles à l'appel d'un front commun entre les syndicats FGTB, CSC, CGSLB.

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement